



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 juillet 2020

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2020 – 76 MISE EN PLACE DE LA PRIME EXCEPTIONNELLE COVID 19 ATTRIBUABLE
DANS LE CADRE DE L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE A CERTAINS AGENTS DE
LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 30 juin 2020, s'est réuni le mardi 7 juillet 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)
Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Nora ADDAD
(Prend part aux délibérations N°74 à N°114 et 27 à 51)

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG sans procuration
(Ne prend pas part au vote des délibérations N°52 à N°74)

PROCURATION :

Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Nora ADDAD à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1^{ère} Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal a pris acte qu'aucune observation n'a été formulée concernant le procès-verbal du 11 février 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 mai 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2020 - 85 VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT ET D'UNE
PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN - DECLASSEMENT PREALABLE

DU 7 JUILLET 2020

MISE EN PLACE DE LA PRIME EXCEPTIONNELLE COVID 19 ATTRIBUABLE DANS LE CADRE DE L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE A CERTAINS AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Conformément à l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale, à l'article 11 de la loi de finances rectificative 2020-473 du 25 avril 2020 et au décret n° 2020-570 du 14 mai 2020, le conseil municipal peut instituer une prime exceptionnelle COVID 19 de 1000 € maximum à certains agents afin de valoriser un surcroît de travail significatif durant cette période.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DRH	DEPENSES	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu la loi de finances rectificative n°2020-473 du 25 avril 2020, article 11,

Vu le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Il est proposé d'instaurer la prime exceptionnelle COVID 19 afin de valoriser le surcroît de travail significatif durant cette période et les sujétions exceptionnelles imposées aux agents de la ville de Grasse particulièrement mobilisés et exposés dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19 pour assurer la continuité des services publics.

Cette prime est instaurée selon les modalités suivantes :

Services et agents concernés : Police Municipale, agents techniques des Services de la Proximité, agents du Service de l'état civil, agents des services de la Vie Scolaire et de la Jeunesse ayant participé au service d'accueil des enfants de personnels prioritaires, agents du Service Communal d'Hygiène et de Santé, agents ayant assuré la surveillance et l'entretien de l'accueil des personnes sans domicile fixe, tout agent de la collectivité ayant été mobilisé et exposé pour assurer des missions de terrain.

Le montant de cette prime est plafonné à 1 000 €. Elle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

Un montant de 27.77 € par jour travaillé (13.89 € pour une ½ journée travaillée) sur la période du 17 mars 2020 au 10 mai 2020 inclus dans le cadre des missions éligibles dans la limite du plafond de 1000 €.

Cette prime exceptionnelle sera versée en une seule fois en juillet 2020. Elle n'est pas reconductible.

Cette prime sera attribuée aux agents publics (fonctionnaires et agents contractuels de droit public).

Elle se cumule avec tout autre élément de rémunération lié à la manière de servir, à l'engagement professionnel, aux résultats ou à la performance ou versé en compensation des heures supplémentaires, des astreintes et interventions dans le cadre de ces astreintes (RIFSEEP, indemnités compensatoires des heures supplémentaires, astreintes ...).

L'autorité territoriale fixera par arrêté :

- les bénéficiaires parmi ceux définis par l'article 2 du décret 2020-570, au regard des modalités d'attribution définies par l'assemblée.
- le montant alloué à chacun dans la limite du plafond fixé par l'assemblée. Ce montant est individualisé et peut varier suivant l'implication, le temps consacré, l'importance de la mission, son exposition...

Je vous demande de bien vouloir :

- **INSTAURER** la prime exceptionnelle Covid au bénéfice des agents des services telle que définie par la présente délibération,
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime exceptionnelle dans le respect des principes définis ci-dessus.
- **INSCRIRE** les crédits correspondant au budget de l'exercice courant.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide de désigner comme représentant au conseil de surveillance :